



COP22: L'urgence pour les Etats insulaires

A équidistance de Paris (COP21) et Marrakech (COP22), le **Women's Forum** for the Economy and Society s'est tenu les 20 et 21 juin 2016 à l'île Maurice. La Fondation L'Oréal, à travers son programme «L'Oréal-Unesco pour les femmes et la science», a accompagné ce rendez-vous international qui s'est penché sur la thématique centrale des adaptations aux changements climatiques. Les échanges ont été centrés sur le besoin d'innovation rapide pour protéger la biodiversité de la planète et faire avancer les actions sur le changement climatique.

- L'Economiste: Quel devrait être le rôle du leadership féminin dans une économie africaine en transformation?- Ameenah Gurib-Fakim: Nous avons beaucoup misé sur la croissance du continent africain qui lui-même a pendant longtemps compté sur ses exportations de matières premières. Avec les secousses fréquentes sur le marché mondial des matières premières, on constate aujourd'hui que ce modèle et ses attentes seraient peut-être compromis. Il fallait par conséquent réfléchir différemment. C'est-à-dire agir en rajoutant davantage de valeur à ces matières premières et créer des opportunités pour les jeunes, en particulier pour les femmes. Elles constituent près de 52% de la population du continent et de la planète. Nous ne pouvons pas ignorer cette composante de la population du continent si nous voulons nous engager dans une véritable dynamique de développement et de croissance inclusive. C'est une masse incontournable.- Jusqu'à quelle mesure les menaces climatiques peuvent-elles se transformer en opportunités?- Toutes les menaces comportent un revers qui pourrait représenter des opportunités. Si nous remontons 10 ans en arrière, les cleantechs et toutes les technologies vertes qui existent aujourd'hui commençaient à peine à émerger. De nos jours, ces solutions sont de plus en plus maîtrisées et les solutions se sont diversifiées dans le solaire et l'éolien, par exemple. L'île Maurice, en particulier, mise beaucoup sur l'économie des océans. Tout cela prouve que les défis du changement climatique revêtent une manne d'opportunités qu'on doit absolument explorer. Je pense qu'il y a encore beaucoup à faire sur ce chantier en Afrique, et c'est là où l'ingéniosité féminine peut être d'un grand apport.- Les Etats insulaires sont en première ligne de la lutte contre le réchauffement climatique. Après l'Accord de Paris, qu'attendriez-vous concrètement de la COP22 à Marrakech?- Marrakech devra absolument être le point de départ de la concrétisation de tout ce qui a été discuté et promis à Paris, lors de la COP21. Parce que le temps avance vite. La Communauté internationale s'est donnée comme ambition de ne pas dépasser les 2 degrés. Mais pour arriver à ce scénario, il faudrait que l'on se donne les moyens et faciliter l'accès aux technologies et aux solutions vertes à la femme, aux jeunes, aux agriculteurs... Pour finalement pouvoir faire face aux défis du changement climatique. Je parle là de mesures d'accompagnement concrètes qui seront nécessaires aux adaptations locales. Nous ne sommes plus dans une logique nationale, mais plutôt dans une problématique globale. Nous devons avoir recours à une solidarité globale.- Quels challenges socioéconomiques et de développement prioritaires pour l'île Maurice, face à l'exacerbation observée des dérèglements climatiques?- Vous savez, tous les pays du monde ont des besoins et parmi ceux-ci, figure le fait de disposer d'une croissance soutenue et inclusive. Nous vivons sur une île et nous sommes toujours soumis aux menaces et aux aléas climatiques. Nous sommes dans le même cas que plusieurs autres Etats insulaires dont les acquis économiques de plusieurs décennies peuvent être annihilés par les catastrophes naturelles. Dans ce contexte, nous avons un gros défi de pouvoir travailler pour une croissance soutenue et une diversification de l'économie. Mais tout en tenant compte de cette épée de Damoclès qui est le climat. Nous devons évoluer avec ces défis et se forger une résilience et une adaptation à travers les technologies du climat. Tout cela pousse à réfléchir différemment. Nous ne pouvons plus rester dans la même logique qu'il y a 10 ou 15 ans.- L'innovation est une clé au progrès et à la croissance durable du continent. Comment faire en sorte que la femme africaine puisse y

contribuer activement? - La femme africaine fait beaucoup de choses. Elle nourrit déjà le continent. Pour qu'elle continue à le faire, il faudra que cela se fasse avec davantage de capacités d'adaptation aux contraintes du changement climatique. Ce que l'on devrait faire, donc, c'est renforcer ses compétences et les moyens qu'elle a à disposition. Il y a déjà pas mal d'innovations sur ce terrain et dans divers secteurs tels que l'agriculture. Ce qu'il faudrait faire, c'est les rendre accessibles aux couches les plus vulnérables.- L'accès à l'éducation, à la formation et à l'entrepreneuriat serait évidemment un premier pas... - Tout à fait! C'est l'une des conditions sine qua non à tout ce que je viens de vous exposer. L'accès à une bonne éducation de base, de proximité, et qui doit aider à l'épanouissement socioéconomique de la femme africaine.- Comment concilier entre les contraintes socio-culturelles et traditionnelles dans les sociétés africaines, et les nouvelles exigences liées au développement et à la contribution active de la femme dans sa micro-économie? - L'un n'exclut pas l'autre. Au-delà de ces contraintes, je pense qu'il y a l'espace pour promouvoir l'accès à l'éducation à la femme et qu'il y ait, à terme, un certain changement qui devrait favoriser une évolution des mentalités. Une femme éduquée équivaut à une famille éduquée. Le principal est de convertir ces défis en opportunités. De 2000 à 2008, par exemple, de nombreux pays du continent ont fait un saut très important dans la promotion de la femme. Ce sont des choses qui se font dans le temps, mais il faudrait agir vite et bien. Propos recueillis par Safall FALL